

ÉTUDE

Le Canada francophone depuis 1974 : les nouveaux réseaux et leurs archives

Lucie Pagé

INTRODUCTION

*L*e changements sociaux des années 60 au Québec et au Canada ont amené la création de nouveaux organismes francophones à l'extérieur du Québec. Parmi ces changements, citons l'urbanisation et la laïcisation des populations, l'intervention grandissante de l'État dans toutes les sphères de l'activité humaine, la montée du néolibéralisme. Parmi les manifestations plus tangibles de ces changements, mentionnons la mise sur pied de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1963, la dissolution de l'Ordre de Jacques Cartier en 1965, les divergences idéologiques entre les Québécois et les francophones à l'extérieur du Québec lors des États généraux du Canada français en 1967, divergences qui conduiront à une rupture de la vision traditionnelle du Canada français, la *Loi sur les langues officielles au Canada* en 1969 et la nomination d'un premier commissaire aux langues officielles en 1970. Tous ces facteurs ont favorisé l'émergence de nouveaux réseaux ayant pour mandat principal de défendre et de promouvoir les intérêts des francophones hors Québec.

Cet article a pour objet les archives de ces organismes francophones qui ont été fondés depuis 1974. Il désire contribuer à faire connaître ces organismes et leurs archives. Dans un premier temps, nous ferons état des méthodes de cueillette des données, des critères qui ont présidé à la sélection des organismes et des résultats de nos recherches. L'annexe A présentera les organismes avec leur date de fondation, la localisation de leur siège social et de leurs archives. La seconde partie de l'article est consacrée aux fonds confiés par un certain nombre d'organismes à un service d'archives. Elle comprend un bref historique des dix organismes dont les fonds d'archives sont conservés et mis en valeur au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, et une courte présentation de la portée et du contenu de ces fonds avec, en

complément à l'annexe B, des précisions sur les dates inclusives des documents, la quantité et la forme documentaire, la date d'acquisition du premier versement et des versements ultérieurs. L'annexe C présentera au lecteur un résumé de l'historique et du mandat des organismes qui conservent encore leurs archives à leur siège social.

MÉTHODES DE CUEILLETTE DES DONNÉES ET CRITÈRES DE SÉLECTION

Pour dresser la liste des organismes représentant les francophones à l'extérieur du Québec fondés depuis 1974, nous avons dépouillé divers répertoires et annuaires d'organismes du Canada français, dont le répertoire du Conseil de la vie française en Amérique (version papier et version électronique sur Internet pour les années plus récentes). Par la suite, nous n'avons retenu que les organismes qui sont présents dans plus de trois provinces ou territoires canadiens, et dont la mission ou le mandat fait état de la défense des droits des francophones à l'extérieur du Québec, du développement de ces communautés ou de la promotion de leurs intérêts dans divers domaines d'activité. Nous avons également retenu les organismes membres de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et de la Fédération culturelle canadienne-française, à l'exclusion des organismes provinciaux. Ces critères nous ont amené à exclure un certain nombre d'associations ou d'organismes qui ne regroupent pas exclusivement des francophones. Afin de compléter les renseignements recueillis, nous avons consulté les sites Web des organismes et fait appel à leurs représentants par courrier, télécopieur ou courriel.

Pour localiser les archives des organismes retenus, nous avons consulté les divers instruments de recherche disponibles, tant sous forme papier qu'électronique, dont le site du Conseil canadien des archives, *Archives Canada*. Il importe de préciser que nous avons exclu les fonds de personnes qui ont œuvré au sein des organismes et privilégié les fonds des organismes. Il s'est avéré que le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa conserve et met en valeur les fonds d'archives de dix des vingt-sept organismes retenus. Le résultat de nos recherches est présenté de façon succincte à l'annexe A.

HISTORIQUE DES ORGANISMES DONT LES FONDS SONT CONSERVÉS ET MIS EN VALEUR AU CRCCF

L'objet du présent article étant de présenter les archives des organismes, il importe de donner un bref historique des organismes dont la garde des documents historiques a été confiée à un service d'archives, en l'occurrence le Centre de recherche. Il s'agit d'organismes qui ont leur siège social à Ottawa et qui ont été fondés pour la plupart entre 1974 et 1984. L'ordre de présentation de ceux-ci suit l'ordre chronologique de la date de fondation officielle. En complément d'information, le lecteur pourra consulter l'annexe C qui comprend une brève présentation des dix-sept organismes dont les archives sont localisées à leur siège social respectif. Toutefois, nous nous devons de souligner l'apport d'un organisme d'avant-garde, fondé au début du XX^e siècle, et qui

préfigure les fédérations nationales des années 70 : la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises.

La Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises¹

Fondée à Ottawa en 1914 à l'initiative d'Amanda Walker Marchand et incorporée en 1918, la Fédération des femmes canadiennes-françaises a pour but de venir en aide aux soldats canadiens-français et à leurs familles. D'organisation patriotique de bienfaisance à ses débuts, elle devient un organisme de défense et de promotion de la culture canadienne-française et de la foi catholique pour ensuite devenir dans les années 70 un organisme de défense des droits politiques, sociaux et économiques des femmes francophones vivant en milieu minoritaire au Canada, peu importe leur religion ou leur origine. En 1985, elle prend le nom de Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises.

Le Groupe de travail sur les minorités de langue française hors Québec et la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

En 1971, les neuf associations provinciales francophones à l'extérieur du Québec² décident d'établir entre elles des liens plus étroits par le truchement d'un Comité de liaison et d'action de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) et, en 1974, le Secrétariat d'État du Canada confie au Comité la mise sur pied du Groupe de travail sur les minorités de langue française hors Québec. Le Groupe de travail dépose son rapport *C'est le temps ou jamais* en novembre 1975 et la Fédération des francophones hors Québec voit le jour, le 26 novembre 1975, avec pour mandat d'implanter les recommandations du rapport. La Fédération doit également, d'une part, assurer l'unité et la cohésion de l'action de ses membres en établissant des objectifs et projets communs avec la perspective d'une vision nationale de la francophonie; et d'autre part assurer un lien permanent et officiel avec le gouvernement fédéral et avec le gouvernement du Québec afin de promouvoir la francophonie et d'être en mesure de défendre les droits des francophones. Dans la quête d'une identité nouvelle pour les francophones à l'extérieur du Québec, la Fédération fait paraître *Les Héritiers de Lord Durham* en 1977-1978 et *Pour ne plus être – sans pays* en 1979. Elle publie également *Deux poids, deux mesures* (1983) pour dénoncer le sort réservé aux francophones hors Québec en opposition à la situation privilégiée dont jouissent les anglophones au Québec. Afin de resserrer les relations entre les communautés francophones et le gouvernement du Québec, la Fédération ouvre un bureau à Québec en 1988. Avec le développement de la francophonie internationale et la tenue des sommets de la francophonie, elle devient la porte-parole des communautés minoritaires de langue française au Canada à l'échelle internationale. En 1991, elle prend le nom de Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et œuvre pour que ces communautés disposent des outils essentiels à leur développement et à leur épanouissement, en plus de veiller au respect des droits des membres des différentes communautés minoritaires de langue française au Canada.

La Fédération de la jeunesse canadienne-française

En plus de la mise sur pied du Groupe de travail sur les minorités, l'année 1974 est marquée par la fondation de la Fédération des jeunes Canadiens français qui prend le nom de Fédération de la jeunesse canadienne-française en 1992. La Fédération désire favoriser l'échange d'information entre les associations membres³ qui la composent, les représenter aux échelles nationale et internationale ainsi que mettre en œuvre des projets d'envergure nationale visant à les rapprocher. Afin de répondre aux aspirations des jeunes francophones à l'extérieur du Québec, elle veut cerner leurs besoins et assurer leur développement et leur épanouissement en français. Pour ce faire, elle réalise en 1990 une étude nationale sur l'assimilation intitulée *Vision d'avenir : l'avenir de la langue et de la culture françaises au Canada*, sous la direction de Roger Bernard⁴.

L'Association de la presse francophone

Dans le domaine de la presse, l'Association de la presse francophone hors Québec, aujourd'hui l'Association de la presse francophone, voit le jour à Ottawa en 1976. Elle regroupe les journaux d'expression française (26 hebdomadaires et bimensuels en 2004), leur offre un lieu de rencontre et de mise en commun de ressources et de connaissances afin de représenter et de défendre les intérêts de ce secteur d'activité. Elle a pour mandat de promouvoir l'existence et la vitalité de la presse communautaire francophone au pays. Elle offre un service de presse francophone et une agence de représentation publicitaire en plus d'administrer la Fondation Donatien-Frémont. Elle veille en outre à l'application de la *Loi sur les langues officielles* notamment en matière de publicité.

La Fédération culturelle canadienne-française

En juillet 1977, neuf associations culturelles⁵ œuvrant à l'extérieur du Québec se regroupent et fondent le Comité culturel des francophones hors Québec à Saint-Boniface (Manitoba). Incorporé le 10 décembre 1979, le Comité prend le nom de Fédération culturelle des Canadiens français, puis celui de Fédération culturelle canadienne-française en 1989. Dès le début, le Comité se définit comme le porte-parole des organismes culturels hors Québec à l'échelle nationale, principalement auprès du Secrétariat d'État du Canada, et veut favoriser le rapprochement des groupes culturels entre eux, définir des politiques culturelles nationales à long terme, mettre sur pied un service national de formation et d'information en plus de promouvoir la diffusion culturelle de la francophonie hors Québec. En 1986, la Fédération déménage son siège social de Saint-Boniface à Ottawa. En plus des organismes culturels provinciaux et territoriaux (onze en 2004), elle accueille en 1989, à titre de membre, des organismes nationaux des secteurs du théâtre, de la littérature, de la chanson, de la musique, des arts visuels et des arts médiatiques⁶. Son mandat est de favoriser l'épanouissement culturel au sein des communautés culturelles canadiennes-françaises, de promouvoir la création des artistes de la francophonie, de soutenir les organismes provinciaux et territoriaux, en plus d'assurer un rôle de surveillance, de revendications et de démarchage auprès des différentes instances politiques. Parmi ses réalisations, on compte la tenue du forum « Visa pour la culture » en 1986, la constitution de la Coalition nationale pour un financement équitable des arts et de la culture, la réalisation d'une étude sur le financement des

communautés canadiennes-françaises en 1992, la production de contenu francophone sur l'inforoute en 1996, avec entre autres la mise sur pied de ConceptArt multimédia, une entreprise à but lucratif.

Le Réseau national d'action éducation femmes inc.

Tout comme les jeunes, les femmes ont leurs porte-parole, la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) fondée en 1914 et le Réseau national d'action éducation femmes (RNAÉF) fondé en 1983. Le Réseau prend son envol lors d'un colloque du Canadian Congress for Learning Opportunities for Women, tenu à Halifax en 1980, avec la mise sur pied d'un comité ad hoc chargé d'évaluer les besoins des femmes francophones. Le comité montre la nécessité de constituer un groupe francophone afin de promouvoir des services éducatifs et prend de l'expansion. Il s'incorpore en 1983 sous le nom de Réseau national d'action éducation femmes. Sa mission première est d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des femmes francophones, particulièrement celles vivant en situation minoritaire au Canada, par l'éducation sous toutes ses formes. Le Réseau travaille à déterminer les besoins des femmes francophones en matière d'éducation et de formation ainsi que les obstacles à surmonter pour avoir accès à une meilleure éducation. Dans la poursuite d'un mandat plus large, celui d'obtenir des changements sociaux et économiques vers une société égalitaire et équitable, le Réseau est proactif, entre autres, dans le dossier de la reconnaissance des acquis et de l'alphabétisation des femmes francophones. Il compte vingt groupes membres à travers le pays⁷.

L'Association des théâtres francophones du Canada

Dans le domaine du théâtre, l'année 1984 marque la fondation de l'Association nationale des théâtres francophones hors Québec qui prend le nom d'Association des théâtres francophones du Canada (ATFC) en juin 1996 et dont le siège social est situé à Ottawa. Organisme voué à la défense des intérêts, au développement et à la promotion des théâtres francophones, l'Association agit à titre de groupe de pression. Elle désire répondre aux besoins spécifiques de ses membres⁸ en matière de formation, d'assistance et de développement, et affirmer le rôle et l'importance de l'activité théâtrale régionale dans l'ensemble de la vie culturelle nationale. En 1985, elle publiait une étude sur la situation des théâtres professionnels francophones hors Québec et sur l'aide financière des agences fédérales. Elle publie également un agenda annuel qui regroupe l'ensemble de la production théâtrale de ses membres. En outre, elle était l'instigatrice en 1999 de la création de la Fondation pour l'avancement du théâtre francophone du Canada.

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

En 1981, un regroupement francophone en alphabétisation au Québec voit le jour et en 1983, un premier séminaire sur l'alphabétisation des francophones à l'extérieur du Québec est organisé par la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), aujourd'hui la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada. À la suite d'un colloque sur l'alphabétisation, de la parution de l'étude intitulée *En toutes lettres en français* de l'Institut canadien d'éducation des adultes et de la FFHQ en 1989, et de la prise en charge du projet de concertation par la FFHQ, la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français est fondée en mars 1991. Sa mission est

de promouvoir l'alphabétisation en français au Canada et d'assurer une concertation des intervenants en alphabétisation en français au Canada.

L'Alliance canadienne des responsables, des enseignantes et des enseignants en français langue maternelle

Lors du 40^e congrès de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) en 1987, il est proposé de créer une association canadienne de professeurs de français langue maternelle. Lors du 41^e congrès en 1988, des enseignants de français mettent sur pied un comité provisoire afin de définir le type de regroupement souhaité et de prendre contact avec les organismes provinciaux et les personnes intéressées. Le comité provisoire soumet un projet de statut pour le Regroupement canadien des professeurs de français lors du 42^e congrès de l'ACELF en août 1989. Au terme de la rencontre, l'Alliance canadienne des responsables, des enseignantes et des enseignants en français langue maternelle adopte ses premiers statuts et met sur pied son premier bureau de direction sous la présidence de Benoît Cazabon. L'Alliance a pour but général la promotion du bien-être de ses membres par l'information, la promotion d'activités ainsi que la défense de la langue française et de son enseignement. Elle a de plus pour mission d'aider le personnel enseignant à accompagner l'apprenant dans la réalisation de son plein potentiel en langue et en culture françaises. Elle tient son premier congrès national qui a pour thème « Le français : notre levain! », du 11 au 13 février 1993 à Saint-Boniface.

L'Alliance des radios communautaires du Canada inc.

De 1984 à 1991, les responsables de la coordination nationale et du secteur des radios communautaires œuvrent au sein de la Fédération de la jeunesse canadienne-française. Ils forment en 1989 un Comité provisoire national des radios communautaires en milieux minoritaires francophones et acadiens. Lors d'une assemblée convoquée par le Comité provisoire, l'Alliance des radios communautaires du Canada inc. (L'ARC du Canada) voit le jour en mars 1991 afin de contribuer à l'épanouissement des Canadiennes et des Canadiens d'expression française par la création, le maintien et le développement d'un ensemble de radios communautaires de qualité. Respectueuse des particularités locales et régionales, l'Alliance agit comme association de consultation, de coordination, de coopération, d'échange et de promotion pour les radios communautaires membres. De vingt-quatre radios membres en 1993-1994, elle en compte, en 2000, trente-trois, dont dix-huit en ondes et quinze projets en implantation, en plus d'exploiter un service national de programmation par satellite, le Réseau francophone d'Amérique.

Les fonds d'archives des organismes

Les fonds des organismes témoignent de l'ensemble de leurs activités depuis leur fondation et des relations qu'ils entretiennent avec leurs membres. Pour les versements des fédérations qui ont fait l'objet de traitement définitif, soit la Fédération culturelle canadienne-française, la Fédération de la jeunesse canadienne-française et la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, les fonds sont constitués des séries suivantes : A) Documents constitutifs et historiques ; B) Rapports annuels et rapports d'activités ; C) Assemblées annuelles ; D) Comité ou conseil exécutif, conseil

d'administration et autres comités; E) Secrétariat national; F) Associations membres; G) Activités; H) Relations avec l'extérieur; I) Dossiers d'information; J) Divers.

Les dix fonds comprennent principalement les types de documents suivants : des documents constitutifs, soit des demandes et des certificats de constitution en société, des statuts et règlements; des historiques; des documents de réunions – avis de convocation, ordres du jour, procès-verbaux et documents afférents aux réunions des différents corps constituants –; des documents de direction – rapports annuels, organigrammes, politiques et plans stratégiques –; des documents de communication – correspondance générale, communiqué de presse, bulletin d'information, rapport d'activité, matériel promotionnel –; des documents de ressources humaines, principalement des descriptions de poste et des dossiers d'employés; des documents comptables et financiers, dont des budgets, des états financiers vérifiés et des journaux comptables. Les documents de fonction, communs à ces fonds, comprennent surtout des demandes de subvention, des dossiers de projet, des mémoires présentés à diverses instances gouvernementales, des études sur la situation des différentes communautés dans un ou plusieurs domaines d'activité ainsi que des guides à l'intention de leurs membres. L'Annexe B présente les dates inclusives des documents, les renseignements sur la nature et la quantité de documents, la date d'acquisition du premier versement et des versements ultérieurs de chacun des fonds.

CONCLUSION

De Canadiens français, de francophones hors Québec, de francophones à l'extérieur du Québec, à francophones et Acadiens du Canada, il existe des identités multiples que reflète la désignation même des organismes. Ces identités favorisent le concept de culture ou de langue, ou les conjuguent. Dans le processus mémoriel d'une société, il importe que la préservation des archives de ces organismes soit l'une de leurs priorités et qu'ils en assurent la responsabilité première. Toutefois, ils peuvent partager cette responsabilité avec les partenaires que sont les services d'archives dûment constitués.

Bon nombre de ces organismes sont jeunes et tributaires des différents programmes de financement du gouvernement fédéral. Les réductions budgétaires des récentes années les ont obligés à élaborer de nouvelles stratégies de financement et à faire appel à de nouveaux partenaires. Dans cette conjoncture où la survie accapare toutes les énergies, ils ont accordé peu d'intérêt à la préservation de leurs archives. Le travail d'évaluation, d'organisation, de description et de mise en valeur de leurs archives exigera des ressources accrues des services d'archives qui ont pour mandat la préservation et la mise en valeur du patrimoine francophone pancanadien.

Lucie Pagé

Responsable des archives
au Centre de recherche en civilisation
canadienne-française, Université d'Ottawa

NOTES

1. Les documents historiques de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) sont conservés et mis en valeur par Bibliothèque et Archives Canada (1918-1975; 1,25 m linéaire de documents textuels; acquis en 1975) et par le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa (1918-1996; 17,84 m linéaires de documents textuels, 929 documents photographiques, 66 documents sonores et 28 documents de formats divers, principalement des documents sous forme électronique, des vidéocassettes et des affiches; 1^{er} versement acquis, le 20 juin 1977; 22 versements au 10 octobre 1997; autres versements prévus). Il faut ajouter également les témoignages, que nous a signalés notre collègue Louis Garon, de la section Rouyn-Noranda de la FNFCF conservés au Centre d'archives régional de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec des Archives nationales du Québec : Fonds Fédération des femmes canadiennes-françaises, section Rouyn-Noranda ([ca 1936]-[ca 1982]; 0,44 m linéaire de documents textuels, 9 photographies, 6 objets).
2. La Fédération des Franco-Colombiens (aujourd'hui la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique), l'Association canadienne-française de l'Alberta, l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan (aujourd'hui l'Assemblée communautaire fransaskoise), la Société franco-manitobaine, l'Association canadienne-française de l'Ontario, la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, la Société Saint-Thomas d'Aquin de l'Île-du-Prince-Édouard, la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador et la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick (aujourd'hui la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick). Au fil des ans, viendront s'ajouter ou se retirer les membres suivants : l'Association des francophones du Nunavut, l'Association franco-yukonnaise, la Fédération de la jeunesse canadienne-française, la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, la Fédération culturelle canadienne-française, la Fédération canadienne-française de l'Ouest, la Société nationale d'Acadie, l'Alliance des radios communautaires du Canada, l'Association de la presse francophone, la Commission nationale des parents francophones, la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc., la Fédération franco-ténoise, la Société Santé en français.
3. Les associations membres sont la Francophonie jeunesse de l'Alberta, le Conseil jeunesse francophone de la Colombie-Britannique, l'Association jeunesse fransaskoise, le Conseil jeunesse provincial (Manitoba), la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien et Direction Jeunesse), la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick, le Conseil jeunesse provincial de la Nouvelle-Écosse, Jeunesse Acadienne ltée (Île-du-Prince-Édouard), Franco-Jeunes de Terre-Neuve et du Labrador, Comité Espoir Jeunesse (Yukon), Comité de Coordination-jeunesse francophone des Territoires du Nord-Ouest.
4. Les résultats de l'étude comprennent quatre livres : I) *Le déclin d'une culture : recherche, analyse et bibliographie, francophonie hors Québec, 1980-1990*; II) *Le choc des nombres : dossier statistique sur la francophonie canadienne, 1951-1986*; III) *Un avenir incertain : comportements linguistiques et conscience culturelle des jeunes Canadiens français*; IV) *L'avenir devant nous : la jeunesse, le problème de l'assimilation et le développement des communautés canadiennes-françaises*.
5. Les neuf associations culturelles sont le Conseil culturel franco-colombien, la Commission culturelle de l'Association canadienne-française de l'Alberta, la Commission culturelle de la Saskatchewan, le Centre culturel franco-manitobain, le Regroupement culturel franco-ontarien, le Conseil de promotion et de diffusion de la culture (Nouveau-Brunswick), le Conseil culturel de la Fédération de la Nouvelle-Écosse, le Comité culturel de la Société Saint-Thomas d'Aquin (Île-du-Prince-Édouard) et le Comité culturel de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

6. En 2004, la Fédération compte cinq organismes à titre de membres artistiques : l'Alliance des producteurs francophones du Canada, l'Alliance nationale de l'industrie musicale, l'Association des groupes en arts visuels francophones, l'Association des théâtres francophones du Canada et le Regroupement des éditeurs canadiens-français.
7. Les groupes membres du RNAÉF sont en 2004 : l'Association canadienne d'éducation de langue française, Les EssentiElles (Whitehorse, Yukon), la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, l'Université du Québec à Montréal, la Fédération provinciale des Fransaskoises, Réseau action femmes (Saint-Boniface, Manitoba), le Conseil du statut de la femme (Québec), le Centre de documentation sur l'éducation des adultes (Montréal, Québec), la Fédération franco-ténoise, Les éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba, le Secrétariat de la femme francophone de l'Alberta, l'organisme Nouveau Départ national (Montréal, Québec), l'Association des femmes acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard, l'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse, le Réseau des chercheuses féministes de l'Ontario, le Réseau femmes Colombie-Britannique, le Centre éducatif communautaire du Nord-Est (Saint-Paul, Alberta), la Coalition des femmes de l'Alberta, l'Association des enseignantes et enseignants francophones du Nouveau-Brunswick et l'organisme Pluri-Elles (Saint-Boniface, Manitoba).
8. L'ATFC compte parmi ses effectifs quatorze compagnies de théâtre professionnel : au Nouveau-Brunswick, le Théâtre l'Escaouette, le Théâtre populaire d'Acadie et Moncton-Sable ; en Ontario, le Théâtre du Trillium, le Théâtre de la Vieille 17, la Compagnie Vox Théâtre, le Théâtre la Catapulte, le Théâtre français de Toronto, le Théâtre La Tangente, le Théâtre du Nouvel-Ontario ; au Manitoba, Le Cercle Molière et le Théâtre du Grand Cercle ; en Saskatchewan, La Troupe du Jour inc. ; en Alberta, L'UniThéâtre ; en Colombie-Britannique, le Théâtre la Seizième.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIRE, Gratien et Anne GILBERT (sous la direction de). 1998. *Francophonies plurielles : communications choisies. Colloques du Regroupement pour la recherche sur la francophonie canadienne organisés dans le cadre du congrès annuel de l'ACFAS. (Chicoutimi, 1995, et Montréal, 1996)*. Sudbury, Institut franco-ontarien.
- BERNARD, Roger. 1990a. *Le déclin d'une culture : recherche, analyse et bibliographie, francophonie hors Québec 1980-1990*. Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français. (Vision d'avenir : 1).
- BERNARD, Roger. 1990b. *Le choc des nombres : dossier statistique sur la francophonie canadienne 1951-1986*. Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français. (Vision d'avenir : 2).
- BERNARD, Roger. 1990c. *Un avenir incertain : comportements linguistiques et conscience culturelle des jeunes Canadiens français*. Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français. (Vision d'avenir : 3).
- BERNARD, Roger. 1990d. *L'avenir devant nous : la jeunesse, le problème de l'assimilation et le développement des communautés canadiennes-françaises*. Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français. (Vision d'avenir : 4).
- CARDINAL, Linda (sous la direction de). 1993. *Une langue qui pense : la recherche en milieu minoritaire francophone au Canada*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

- CARDINAL, Linda, Jean LAPOINTE et Joseph Yvon THÉRIAULT. 1994. *États de la recherche sur les communautés francophones hors Québec, 1980-1990*. Ottawa, Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française.
- CAZABON, Benoît (sous la direction de). 1996. *Pour un espace de recherche au Canada français : discours, objets et méthodes*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- FÉDÉRATION NATIONALE DES CONSEILS SCOLAIRES FRANCOPHONES. 2003. *Annuaire de l'éducation en français au Canada 2003-2004*. Ottawa, FNCSF.
- FRENETTE, Yves. 1998. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal, Boréal.
- GRISÉ, Yolande (textes réunis par). 1995. *États généraux de la recherche sur la francophonie à l'extérieur du Québec*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- MARTEL, Marcel (textes réunis par) avec la collaboration de Robert Choquette. 1998. *Les États généraux du Canada français, trente ans après : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*. Ottawa, Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française.
- MARTEL, Marcel. 1997. *Le deuil d'un pays imaginé, rêves, luttes et déroute du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon (sous la direction de). 1999. *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*. Moncton, Éditions d'Acadie.

Instruments de recherche

- BEAUMONT, Johanne et al. 1989. *Répertoire numérique détaillé du fonds de la Fédération des jeunes Canadiens français*. Ottawa, Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française. (Documents de travail du CRCCF : 31).
- CADIEUX, Hélène. 1989a. *Répertoire numérique détaillé du fonds de la Fédération des francophones hors Québec*. Ottawa, Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française. (Documents de travail du CRCCF : 29).
- CADIEUX, Hélène. 1989b. *Répertoire numérique détaillé du fonds de la Fédération culturelle des Canadiens français*. Ottawa, Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française. (Documents de travail du CRCCF : 30).
- RAYMOND, Danielle et al. 1994. *Guide des archives conservées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française*. 3^e édition revue. Ottawa, Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française. (Documents de travail du CRCCF : 36).

Sites Web (juin 2004)

- ALLIANCE CANADIENNE DES RESPONSABLES, DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS EN FRANÇAIS LANGUE MATERNELLE. <http://franco.ca/acref>
- ALLIANCE DES PRODUCTEURS FRANCOPHONES DU CANADA. <http://apfc.info>

ALLIANCE DES RADIOS COMMUNAUTAIRES DU CANADA INC.
<http://www.radorfa.com/>

ALLIANCE NATIONALE DE L'INDUSTRIE MUSICALE.<http://animusique.ca>

ASSEMBLÉE DES AÎNÉES ET DES AÎNÉS FRANCOPHONES DU CANADA.
<http://franco.ca/aafc>

ASSOCIATION DES GUIDES FRANCO-CANADIENNES.
<http://franco.ca/guidesfrancocanadiennes>

ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE LA CHANSON ET DE LA MUSIQUE.
<http://www.apcm.ca>

ASSOCIATION DES THÉÂTRES FRANCOPHONES DU CANADA. <http://atfc.ca>

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. <http://www.anel.qc.ca>

COMMISSION NATIONALE DES PARENTS FRANCOPHONES. <http://cnpf.ca/>

CONSEIL CANADIEN DES ARCHIVES. <http://www.archivescanada.ca>

CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE. <http://www.cvfa.ca>

FÉDÉRATION CANADIENNE POUR L'ALPHABÉTISATION EN FRANÇAIS.
<http://fcfa.net>

FÉDÉRATION CULTURELLE CANADIENNE-FRANÇAISE. <http://francoculture.ca/fccf>

FÉDÉRATION DE LA JEUNESSE CANADIENNE-FRANÇAISE. <http://www.fjcf.ca/>

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE
 COMMON LAW INC. <http://accesjustice.ca>

FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE DU CANADA.
<http://fcfa.ca>

FÉDÉRATION NATIONALE DES CONSEILS SCOLAIRES FRANCOPHONES.
<http://www.fncsf.ca/>

PATRIMOINE CANADA.
http://www.pch.gc.ca/progs/lo-ol/bulletin/vol9_no2/index_f.cfm

REGROUPEMENT DES ÉDITEURS CANADIENS-FRANÇAIS. <http://recf.info.ca>

REGROUPEMENT DES UNIVERSITÉS DE LA FRANCOPHONIE HORS QUÉBEC.
<http://www.rufhq.ca>

RÉSEAU D'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE À DISTANCE DU CANADA.
<http://refad.ca>

RÉSEAU DES CÉGEPS ET DES COLLÈGES FRANCOPHONES DU CANADA.
<http://rccfc.ca>

RÉSEAU NATIONAL D'ACTION ÉDUCATION FEMMES INC. <http://maef.ca>

SOCIÉTÉ SANTÉ EN FRANÇAIS. <http://forumsante.ca>

UNIVERSITÉ D'OTTAWA, CENTRE DE RECHERCHE EN CIVILISATION CANADIENNE-
 FRANÇAISE. <http://www.uottawa.ca/academic/crcfc>

Annexe A

Les organismes francophones à l'extérieur du Québec fondés depuis 1974

Nom et acronyme	Date de fondation	Siège social	Lieu de conservation des archives
Groupe de travail sur les minorités de langue française hors Québec	1974	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)	1974	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)	1975	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Association de la presse francophone (APF)	1976	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)	1977	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Commission nationale des parents francophones (CNPF)	1979	Ottawa (Ontario)	
Compagnie des Cent-Associés francophones	1979	Sudbury (Ontario)	
Le Réseau national d'action éducation femmes inc. (RNAÉF)	1983	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Association des théâtres francophones du Canada (ATFC)	1984	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Alliance canadienne des responsables, des enseignantes et des enseignants en français langue maternelle (ACREF)	1988	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada (REFAD)	1988	Montréal (Québec)	
Regroupement des éditeurs canadiens-français (RECF)	1989	Ottawa (Ontario)	
Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF)	1990	Winnipeg (Manitoba)	
Association des professionnels de la chanson et de la musique (APCM)	1990	Ottawa (Ontario)	
Regroupement des universités de la francophonie hors Québec (RUFHQ)	1990	Ottawa (Ontario)	

Nom et acronyme	Date de fondation	Siège social	Lieu de conservation des archives
L'Alliance des radios communautaires du Canada inc. (L'ARC du Canada)	1991	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)	1991	Ottawa (Ontario)	CRCCF
Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)	1991	Montréal (Québec)	
Association des Guides franco-canadiennes (AGFC)	1995	Ottawa (Ontario)	
Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC)	1995	Montréal (Québec)	
Alliance des producteurs francophones du Canada (APFC)	1999	Moncton (Nouveau-Brunswick)	
Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. (FAJEFCL)	[199-]	Winnipeg (Manitoba)	
Alliance nationale de l'industrie musicale (ANIM)	2001	Montréal (Québec)	
Société Santé en français	2002	Ottawa (Ontario)	
Association des groupes en arts visuels francophones	2003	Ottawa ou Toronto (Ontario)	

Annexe B

Détails des fonds des organismes conservés et mis en valeur au CRCCF

Nom et acronyme de l'organisme	Dates inclusives des documents	Documents textuels	Documents photographiques	Autres documents	Date d'acquisition du 1 ^{er} versement	Versements complémentaires
Alliance canadienne des responsables, des enseignantes et des enseignants en français langue maternelle (ACREF)	1988-1995	0,63 m linéaire			26 février 1996	1 versement au 26 février 1996; autres versements prévus ¹
L'Alliance des radios communautaires du Canada inc. (L'ARC du Canada)	1976-1993	1,52 m linéaire		2 documents sous forme électronique	21 février 1994	2 versements au 9 mars 1995; autres versements prévus
Association de la presse francophone (APF)	1976-1990	1,60 m linéaire		4 documents dont des affiches	26 novembre 1996	1 versement au 26 novembre 1996; autres versements prévus
Association des théâtres francophones du Canada (ATFC)	1984-1996	1,5 m linéaire			17 août 1997	1 versement au 17 août 1997; autres versements prévus ²
Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)	[1991-1996]	2,60 m linéaires			23 mai 2001	1 versement au 23 mai 2001; autres versements prévus
Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)	1962-1997	21,01 m linéaires	666 documents photographiques	67 documents sonores, 171 documents de formats divers, principalement des affiches	18 septembre 1986	11 versements au 23 septembre 1998; autres versements prévus ³

Nom et acronyme de l'organisme	Dates inclusives des documents	Documents textuels	Documents photographiques	Autres documents	Date d'acquisition du 1 ^{er} versement	Versements complémentaires
Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)	1974-1992	29,61 m linéaires	106 documents photographiques	111 documents sonores, 51 documents de formats divers, principalement des affiches, des cartes et des dessins	19 juin 1985	5 versements au 24 mai 1995; autres versements prévus ⁴
Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)	1975-1999	55,88 m linéaires	20 documents photographiques	22 documents de formats divers, principalement des affiches et des caricatures	23 novembre 1979	31 versements au 11 avril 2000; autres versements prévus ⁵
Groupe de travail sur les minorités de langue française hors Québec	1973-1975	0,30 m linéaire			23 novembre 1979	1 versement au 23 novembre 1979; aucun autre versement prévu
Le Réseau national d'action éducation femmes inc. (RNAÉF)	1968-1997, surtout 1984-1997	6,73 m linéaires	9 documents photographiques	12 documents sous forme électronique, 8 documents sonores, 5 documents vidéo	12 mars 1996	4 versements au 1 ^{er} avril 1998; autres versements prévus

1. Le 25 mai 2001, le CRCCF a reçu un 2^e versement comprenant 1,47 m linéaire de documents. Toutefois, ce versement n'est pas comptabilisé dans le tableau, car il est en attente de traitement préliminaire et n'est pas encore accessible à la consultation.
2. Le 12 avril 2000, le CRCCF a reçu un 2^e versement comprenant 1,05 m linéaire de documents. Toutefois, ce versement n'est pas comptabilisé dans le tableau, car il est en attente de traitement préliminaire et n'est pas encore accessible à la consultation.
3. Entre le 6 octobre 1999 et le 6 avril 2004, le CRCCF a reçu les versements 12 à 17 totalisant 15,13 m linéaires de documents. Toutefois, ces versements ne sont pas comptabilisés dans le tableau, car ils sont en attente de traitement préliminaire et ne sont pas encore accessibles à la consultation.
4. Entre le 18 novembre 1999 et le 30 juillet 2003, le CRCCF a reçu les versements 6 à 8 totalisant 2,94 m linéaires de documents. Toutefois, ces versements ne sont pas comptabilisés dans le tableau, car ils sont en attente de traitement préliminaire et ne sont pas encore accessibles à la consultation.
5. Entre le 14 mai 2002 et le 6 novembre 2003, le CRCCF a reçu les versements 32 à 35 totalisant 7,35 m linéaires de documents. Toutefois, ces versements ne sont pas comptabilisés dans le tableau, car ils sont en attente de traitement préliminaire et ne sont pas encore accessibles à la consultation.

Annexe C

Seize organismes de la francophonie à l'extérieur du Québec fondés depuis 1974 : bref historique et mandat ou mission de ces organismes présentés dans l'ordre chronologique des dates de leur fondation

Commission nationale des parents francophones (CNPFF)

Fondée en 1979, la Commission nationale des parents francophones est « un organisme national francophone qui regroupe les organismes de parents à caractère provincial ou territorial œuvrant ou intéressés à l'éducation française en milieu minoritaire et qui s'intéressent à promouvoir la vision et la mission de la Commission ». La mission de la CNPF est « d'appuyer les organismes provinciaux et territoriaux de parents afin de promouvoir l'établissement d'un milieu familial, éducatif et communautaire favorisant le plein épanouissement des familles francophones, acadiennes et métisses du Canada ». Elle compte onze organismes membres¹.

Compagnie des Cent-Associés francophones

Afin de rendre hommage aux défenseurs de la francophonie en Amérique, la Compagnie des Cent-Associés francophones a vu le jour en 1979. Elle désire « souligner l'effort exceptionnel consenti par des personnes afin d'assurer le développement de la culture et de la langue française sur le plan international » et « agir à titre de conseil et de soutien auprès de tous les organismes qui ont pour but la promotion de la vie française sous tous ses aspects en territoire canadien ». Elle compte cent douze membres².

Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada (REFAD)

Depuis 1988, le Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada œuvre à la promotion de l'enseignement en français au moyen de l'enseignement à distance et à la promotion de la qualité et la quantité des programmes et des cours offerts au Canada. De plus, il facilite la collaboration et les échanges, et fournit une aide aux partenariats interprovinciaux et pancanadiens. Il compte vingt membres institutionnels et vingt-deux membres individuels³.

Regroupement des éditeurs canadiens-français (RECF)

Fondé en 1989, le Regroupement des éditeurs canadiens-français a pour but de « permettre aux éditeurs francophones à l'extérieur du Québec de mener des actions concertées ». À ses premières initiatives de diffusion et de commercialisation, viennent s'ajouter un rôle de représentation des intérêts des éditeurs canadiens-français auprès du gouvernement fédéral et de promotion par sa participation aux différents salons du

1. Site Web de la Commission nationale des parents francophones : <http://cnpf.ca>

2. Répertoire de la vie française en Amérique à l'adresse suivante : <http://www.cvfa.ca/Repertoire/repertoire.html>

3. Site Web du Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada : <http://refad.ca> et également le Répertoire de la vie française en Amérique à l'adresse précitée.

livre au pays. Il réunit treize maisons d'édition francophones. Fonctionnant depuis sa fondation avec l'appui de la Fédération culturelle canadienne-française, le Regroupement dispose depuis 2001 de sa propre direction générale⁴.

Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF)

Créée en 1990 sous le nom de Fédération nationale des conseillères et des conseillers scolaires francophones et connue, depuis 2003, sous le nom de Fédération nationale des conseils scolaires francophones, la Fédération a comme but « d'offrir un forum d'échange et de concertation pour les conseillères et conseillers francophones et acadiens du Canada, de revendiquer les droits des francophones et des acadiens [sic] en matière d'éducation auprès du gouvernement fédéral », d'appuyer et d'effectuer les revendications de ses membres. En outre, la FNCSF parraine le Regroupement des conseils scolaires francophones en milieu minoritaire auquel a adhéré trente et un conseils en 2000-2001⁵.

Association des professionnels de la chanson et de la musique (APCM)

L'Association des professionnels de la chanson et de la musique réunit, depuis sa création en 1990 plus d'une centaine de membres, « artistes et artisans de tous les domaines de l'industrie musicale en Ontario français et dans l'Ouest canadien francophone ». Elle est engagée dans la distribution de produits d'enregistrement, la diffusion des arts de la scène, la promotion de la chanson et de la musique, la découverte d'artistes en émergence ainsi que la formation et l'information⁶.

Regroupement des universités de la francophonie hors Québec (RUFHQ)

Fruit de la rencontre des recteurs et des responsables des institutions universitaires canadiennes partiellement ou entièrement de langue française en milieu minoritaire tenue les 22 et 23 janvier 1990, l'« entente de Sudbury » marque la création du Regroupement des universités de la francophonie hors Québec. Le RUFHQ a le souci « d'offrir la meilleure formation universitaire possible à la population francophone canadienne vivant à l'extérieur du Québec ». Il compte à titre de membre treize maisons d'enseignement universitaire et l'Association des universités et collèges du Canada⁷.

Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)

L'Association nationale des éditeurs de livres a vu le jour lors d'une assemblée conjointe, tenue à Montréal le 30 octobre 1991, réunissant les membres de l'Association des éditeurs et ceux de la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec. La volonté des maisons d'édition francophones du Québec et du Canada était alors « de se donner une structure unique afin d'accroître leur force de représentation et de mieux défendre les intérêts de la profession ». Parmi les objectifs poursuivis de l'ANEL,

4. Site du Regroupement des éditeurs canadiens-français : <http://recf.info.ca>

5. Site de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones : <http://www.fncsf.ca>. La FNCSF a publié en 2003 l'Annuaire de l'éducation en français au Canada.

6. Site de l'Association des professionnels de la chanson et de la musique : <http://www.apcm.ca>

7. Site du Regroupement des universités de la francophonie hors Québec : <http://www.rufhq.ca>

citons le développement, la promotion et la diffusion d'une édition nationale de langue française⁸.

Assemblée des aînées et des aînés francophones du Canada (AAFC)

Fondée à Winnipeg le 14 novembre 1992, l'Assemblée des aînées et des aînés francophones du Canada regroupe des francophones à la retraite et à la préretraite, soit près de un demi-million de personnes. Elle comprend vingt-quatre associations affiliées (dix associations provinciales de personnes âgées et dix secteurs aînés d'associations provinciales). De par sa mission, l'AAFC « priorise [sic] la protection et la défense des droits des personnes âgées actuelles et futures ». Elle est « à établir un pont avec les associations provinciales et nationales de la jeunesse de langue française » avec des projets intergénérationnels et ne craint jamais de défendre la langue française et la culture là où elles sont menacées⁹.

Regroupement des arts médiatiques du Canada (RAM)

Le Regroupement des arts médiatiques du Canada œuvre, depuis sa fondation à Toronto en 1994, à « créer une plate-forme et un front commun pour mener des actions concertées pertinentes à l'ensemble des professionnels (les) des arts médiatiques [...] des communautés francophones et acadienne »¹⁰.

Association des Guides franco-canadiennes (AGFC)

La première compagnie de guides de langue française a été fondée à Trois-Rivières. L'Association des Guides catholiques du Canada (secteur français) est créée en 1961 et s'affilie à Girl Guides of Canada-Guides en 1962. Toutefois, il faut attendre en juin 1995 pour que l'Association des Guides franco-canadiennes représente le guidisme francophone canadien. Constituée de cinq fédérations, l'AGFC favorise « l'éducation et l'épanouissement des filles et des femmes d'expression française du Canada »¹¹.

Réseau des cégeps et des collègues francophones du Canada (RCCFC)

Fondé en 1995, le Réseau des cégeps et des collègues francophones du Canada a pour mission, entre autres, « d'établir un véritable partenariat entre les établissements d'enseignement collégial francophones du Canada », « de soutenir le développement de la francophonie canadienne en mettant à son service l'expertise des établissements de son réseau » et « [de] donner de la visibilité à l'enseignement collégial francophone auprès des différentes instances gouvernementales, notamment au gouvernement fédéral »¹².

Alliance des producteurs francophones du Canada (APFC)

L'Alliance des producteurs francophones du Canada a été fondée à Ottawa, en 1999, afin de répondre « au besoin de concertation exprimé par ses premiers membres

8. Site de l'Association nationale des éditeurs de livres : <http://www.anel.qc.ca>

9. Site de l'Assemblée des aînées et des aînés francophones du Canada : <http://franco.ca/aafc>

10. Répertoire de la vie française en Amérique à l'adresse suivante : <http://www.cvfa.ca/Repertoire/repertoire.html>

11. Site de l'Association des guides franco-canadiennes : <http://franco.ca/guidesfrancocanadiennes>

12. Site du Réseau des cégeps et des collègues francophones du Canada : <http://rccfc.ca>

dans le but de développer une industrie du cinéma, de la télévision et du multimédia dans leurs milieux respectifs à l'extérieur du Québec ». De plus, elle représente les intérêts des onze maisons de production membres « auprès des décideurs canadiens chargés du financement des projets et de la diffusion des émissions »¹³.

Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. (FAJEFCL)

Mise sur pied possiblement dans les années 1990, la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. est « le regroupement des associations régionales, provinciales ou territoriales de juristes d'expression française engagées à promouvoir et à défendre les droits linguistiques des communautés francophones et acadiennes » en favorisant, entre autres, « l'accès à la justice en français partout au Canada »¹⁴.

Alliance nationale de l'industrie musicale (ANIM)

L'Alliance nationale de l'industrie musicale a « comme mission de contribuer à la consolidation et à la croissance de l'industrie du disque et du spectacle musical de l'espace francophone canadien ». Elle a été fondée en février 2001 lors d'une rencontre convoquée par le Regroupement national des professionnels de la chanson et de la musique « qui agissait depuis plus de dix ans comme porte-parole officiel des artistes professionnels de la chanson et de la musique de la francophonie canadienne »¹⁵.

Société Santé en français

Pour faire suite au dépôt du rapport du Comité consultatif des communautés francophones en situation minoritaire au ministre fédéral de la Santé en septembre 2001 et à la suite du Forum national « Santé en français » en novembre 2001, la Société Santé en français a tenu son congrès de fondation du 29 novembre au 1^{er} décembre 2002. En 2003, elle déposait son plan stratégique 2003-2006¹⁶.

Association des groupes en arts visuels francophones (AGAVF)

L'Association des groupes en arts visuels francophones a pris officiellement forme lors d'un colloque tenu au Musée des beaux-arts du Canada du 10 au 12 avril 2003. Elle rassemble des galeries universitaires, des centres d'artistes, des associations d'artistes et des événements artistiques du monde des arts visuels franco-canadiens¹⁷.

13. Site de l'Alliance des producteurs francophones du Canada : <http://apfc.info>

14. Site de la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. : <http://accesjustice.ca/>

15. Site de l'Alliance nationale de l'industrie musicale : <http://animusique.ca>

16. Site de la Société Santé en français : <http://forumsante.ca> qui comprend le plan stratégique de la Société.

17. Bulletin 41-42 de Patrimoine Canada, vol. 9, no 2 (été 2003) à l'adresse suivante : http://www.pch.gc.ca/progs/lo-ol/bulletin/vol9_no2/index_f.cf